

LE V^E CONGRÈS DU POI SERA UN CONGRÈS OUVERT

A tous les adhérents du Parti ouvrier indépendant, aux sympathisants, aux lecteurs du journal *Informations ouvrières*

Chers amis et camarades,

Notre conseil fédéral national (CFN), réuni les 27 et 28 septembre, a décidé de convoquer le V^e Congrès du Parti ouvrier indépendant comme un congrès ouvert.

Ce congrès se tiendra les 8, 9 et 10 mai 2015 à Paris.

Notre CFN se réunit alors que le gouvernement Hollande-Valls s'aligne sur une nouvelle guerre décidée par l'administration américaine au Moyen-Orient. Ce gouvernement, qui a déjà engagé les troupes françaises au Mali et en Centrafrique, et qui prétend en toutes circonstances « réduire les déficits publics », dégage des milliards d'euros pour une guerre qui ne sert ni les intérêts du peuple français ni les intérêts des peuples de la région. Les interventions militaires en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie le montrent : la guerre des grandes puissances ne peut qu'aggraver la dislocation, la violence et la barbarie. Cette nouvelle guerre menace l'humanité entière.

Dans notre pays, les travailleurs sont saisis d'effroi alors même que le pays s'enfonce dans une crise comme il n'en a pas connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le travail disparaît, la santé et l'école sont attaquées de toutes parts, les droits collectifs remis en cause, les libertés menacées, la République éclatée... Nous sommes face à un régime qui remet tout en cause.

Mais ce régime est en crise. Il y a quelques semaines, le gouvernement Valls I est tombé. A l'origine de cette chute : l'incapacité de Hollande et de Valls à obliger les confédérations CGT et CGT-FO, suivies de la FSU et de SUD, à participer à leur conférence sociale et à s'associer au pacte de responsabilité. La chute du gouvernement Valls a exprimé à quel point ce gouvernement et cette politique sont rejetés par toutes les couches de la population laborieuse.

Quatre semaines se sont écoulées. Qu'a-t-on vu ? Valls a obtenu un vote de confiance étriqué à l'Assemblée nationale après que les dirigeants de la droite ont ouvertement souhaité qu'il ne soit pas renversé et que Marine le Pen se soit prononcée pour la stabilité des institutions en se déclarant prête à une cohabitation avec Hollande. Sans oublier Gattaz, du Medef, qui, le matin même du vote, a réaffirmé son soutien au gouvernement et au pacte de responsabilité. On a vu aussi, durant cette période, le gouvernement poursuivre ses tentatives de lier les organisations syndicales aux « pactes » et « accords » déclinant le pacte de responsabilité dans différentes branches (tentatives qui se sont brisées, le plus souvent, sur le refus des principales fédérations syndicales, comme à La Poste).

Plus que jamais, la politique du gouvernement est rejetée. Et pourtant... Ce gouvernement rejeté, minoritaire, en équilibre instable, prétend poursuivre l'application du pacte de responsabilité, la réforme de la santé, et tous les coups destructeurs dictés par l'Union européenne et la classe capitaliste. De même qu'il persiste à vouloir imposer sa réforme territoriale et les métropoles, malgré la révolte des élus qui, dans tout le pays, poussent leurs organisations traditionnelles à s'opposer au plan du gouvernement.

Comment cela est-il possible ? En s'abstenant lors du vote de confiance, les 32 députés socialistes « frondeurs » ont exprimé leur refus d'approuver la politique du gouvernement, ce qui est important. Ils ont précisé qu'ils faisaient ce choix pour éviter une dissolution de l'Assemblée nationale (qui aurait ouvert la voie à l'élection d'une majorité de droite). Ne touche-t-on pas là aux limites de la résistance « parlementaire » dans le cadre de la V^e République, qui laisse les mains libres au gouvernement pour poursuivre sa politique désastreuse ?

Du côté du Front de gauche, ses députés ont voté contre la confiance. Quelle perspective ouvre-t-il ? François Hollande « *pourrait nommer un autre Premier ministre pour faire une autre politique* », a plaidé Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français. Faire une autre politique ? Certes. Mais peut-on s'en remettre à une improbable nomination par Hollande d'un autre Premier ministre mettant en œuvre une politique différente ? Non, bien sûr. Alors, que faire ? Construire « *un nouveau rassemblement majoritaire vraiment à gauche* » en vue de 2017 tandis que le gouvernement ne perd pas une minute pour poursuivre sa politique destructrice ?

Le bon sens ne commande-t-il pas de partir des problèmes concrets auxquels les travailleurs sont confrontés ?

Ce qui vient de se passer à Air France mérite réflexion. Les pilotes sont des salariés qui, unis avec leurs syndicats, ont fait grève pendant quatorze jours sur un mot d'ordre : « *Retrait du plan Transavia Europe* ». Retrait du plan, cela voulait dire mettre en échec la casse du statut, la baisse des salaires, la délocalisation, la déréglementation, la privatisation, l'externalisation. La grève unie des pilotes d'Air France, appuyés par les syndicats des autres catégories de personnels de l'entreprise, a contraint la direction et le gouvernement à retirer le projet Transavia Europe. N'y a-t-il pas là matière à réflexion ? Ce qui est vrai pour le plan Transavia Europe ne vaut-il pas pour toutes les autres questions ?

La grève d'Air France, comme celle auparavant des cheminots, a mis au centre la défense du statut, étroitement reliée au combat pour la défense et la reconquête du caractère d'entreprise publique. Ce qui pose la nécessité de la dénonciation des directives européennes qui exigent la mise en concurrence. De leur côté, les travailleurs de la SNCM qui combattent avec leurs organisations mettent le doigt sur la question suivante : le maintien de l'emploi à la SNCM est directement relié au refus de reconnaître la légalité de l'amende de 440 millions d'euros exigée par l'Union européenne et que le gouvernement Hollande-Valls a décidé de rembourser.

Tout faire, sans attendre, pour opposer le rapport de force sur le plan direct de la lutte de classe afin de faire céder ce gouvernement : n'est-ce pas le premier acte de rupture avec ce gouvernement, ses institutions et les traités de l'Union européenne ?

C'est ainsi, à notre avis, que sera ouverte la voie à une issue politique conforme aux aspirations de l'immense majorité.

Nous sommes tous conscients que ce pays va à la dérive. A tout instant, une crise majeure peut surgir.

C'est pourquoi, bâtir une perspective politique est inséparable de l'action pratique qui en permet la réalisation. Ce qui se concentre aujourd'hui dans le combat pour le retrait du pacte de responsabilité, de chacune des mesures et contre-réformes qui y sont liées.

Parce que toutes ces questions appellent débat, nous proposons de faire du prochain congrès du POI ce congrès ouvert, préparé et construit en commun avec ces centaines, ces milliers de travailleurs, militants et jeunes avec qui nous sommes engagés dans le combat. Pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, pour lutter contre la politique du gouvernement et de l'Union européenne, nous nous retrouvons dans l'action commune. Comme nous, ils s'interrogent sur : comment faire pour sortir de la situation dramatique dans laquelle le gouvernement, les capitalistes veulent enfoncer le pays ? Personne ne peut prétendre avoir de réponse toute faite à cette question. Mais c'est une discussion dont nous sommes partie prenante.

Dans cette discussion, nous voulons formuler nos propositions, qui ne sont pas « à prendre ou à laisser ». En particulier le fait qu'à notre avis, face à la crise de décomposition de la V^e République, la tenue d'une Assemblée constituante liquidant les institutions de la V^e République et rompant avec le carcan destructeur de l'Union européenne permettrait de poser les bases d'un gouvernement et d'une République démocratique tirant sa légitimité de la souveraineté populaire et déterminant sa politique en réponse au mandat et aux aspirations du peuple.

Le CFN invite les comités du Parti ouvrier indépendant à multiplier les initiatives — meetings, assemblées-débats, associant membres et non membres du Parti ouvrier indépendant — pour mener ce large débat avec ces milliers de militants et travailleurs de toutes tendances engagés dans le combat pour aider à l'action de la classe ouvrière, unie avec ses organisations, refusant d'aliéner leur indépendance. Il invite les comités à construire le congrès ouvert à tous les niveaux, local, départemental et national, tout au long des mois à venir. Comme il les invite à alimenter largement ce débat dans les colonnes d'*Informations ouvrières*, hebdomadaire du POI et tribune libre de la lutte des classes. Débat qui porte aussi sur la manière dont la classe ouvrière est aujourd'hui représentée, et sur la nécessité de sa réorganisation politique sur des bases d'indépendance, réorganisation dans laquelle le Parti ouvrier indépendant entend prendre sa place comme une composante.

En avant vers un V^e Congrès ouvert à la plus large discussion, sans autre volonté que d'aider ainsi à faire progresser la cause de l'émancipation des travailleurs des chaînes de l'oppression et de l'exploitation !

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom : Adresse :

Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris